

La Constitution

Cependant, on s'est rendu compte que s'il fallait le faire, c'est peut-être parce que le développement économique est lié à la stabilité constitutionnelle. Alors, on a relevé un certain nombre de priorités dont il fallait s'occuper de toute urgence. Les habitants de ma circonscription et d'autres Canadiens m'ont dit, lors de mes déplacements avec le comité constitutionnel, qu'ils souhaitent que le droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale soit reconnu et que le Sénat soit réformé. La majorité d'entre eux veulent qu'il y ait un Sénat élu, efficace et à représentation égale. Qu'il y ait une clause Canada qui reflète réellement la réalité d'un Canada pluraliste et multiculturel très diversifié. Que l'on traite de la division des pouvoirs sans négliger les minorités et ce qu'elles ont acquis avec le temps. La question de la société distincte du Québec est également très importante et doit être résolue.

• (2130)

Bien qu'on se rende compte que des compromis sont nécessaires, le message est très clair. Il est le suivant: on ne peut ne traiter que d'un de ces points principaux à la fois. La société distincte, la réforme du Sénat, l'autonomie des autochtones, la clause Canada ou la division des pouvoirs, tout cela doit être négocié en même temps, de façon à parvenir à un accord qui réponde aux préoccupations d'autant de Canadiens que possible dans le plus grand nombre possible de parties du pays. On ne progressera guère si l'on ne peut y parvenir.

Je devrais dire que les Canadiens de ma circonscription, et de tout le pays sans doute, veulent une clause Canada qui soit le reflet des valeurs et des idéaux que nous avons en tant que Canadiens. Ils veulent aussi que le préambule reconnaisse les nations fondatrices du pays et les contributions de tous ceux qui ont choisi de s'installer au Canada.

La division des pouvoirs est un défi réel pour beaucoup de Canadiens. Nous avons parlé d'un fédéralisme asymétrique pour se sortir d'embarras, mais cela rend beaucoup de gens nerveux. Ils ne sont pas sûrs de ce que cela signifie. Ils ne savent pas si l'on accordera un statut particulier et si l'on favorisera un groupe par rapport aux autres. Ils veulent qu'on regarde cela de très, très près.

Ils s'inquiètent de l'affaiblissement des pouvoirs du gouvernement fédéral en ce qui concerne un certain nombre de programmes comme la santé, l'enseignement,

les droits linguistiques des minorités de langue officielle, la culture et les communications.

Les électeurs de Saint-Boniface ont attaché une très grande importance aux questions économiques contenues dans les propositions du gouvernement. Ils se sont demandé si le débat constitutionnel était la meilleure façon d'en discuter. Ils ont voulu savoir également s'il était possible d'inclure des droits sociaux dans la Constitution.

Je voudrais remercier tous les Canadiens, en particulier les habitants de Saint-Boniface, d'avoir contribué à ce débat, de m'avoir appris des choses et d'avoir enrichi mes connaissances. Je crois que le pays est encore en danger, mais si nous sommes disposés à considérer nos besoins mutuels et à y répondre généreusement, nous pouvons faire du Canada un pays plus fort et plus uni.

J'aimerais terminer mon intervention en disant que nous devrions bâtir notre nation en protégeant nos droits, en faisant fond sur nos droits et en nous montrant généreux envers ceux qui ont été négligés.

Je voudrais rappeler à la Chambre ce que Sir John A. Macdonald a déclaré au sujet de ce pays il y a un peu plus de cent ans. Je vais le dire très rapidement. C'est une déclaration qui s'applique très bien aujourd'hui:

Si je pouvais exercer une quelconque influence ou un certain pouvoir sur l'esprit et l'intelligence des habitants du Canada, je leur laisserais cette recommandation en héritage. Quoique vous fussiez, adhérez à l'Union. Nous avons un grand pays et nous en ferons l'un des plus grands de l'univers si nous le préservons.

Nous sombrerons dans la médiocrité et dans l'adversité si nous acceptons qu'il soit détruit.

Dieu et la nature ont uni les deux Canada. Qu'il ne soit permis à aucun factieux de les séparer.

M. Dave Worthy (Cariboo—Chilcotin): Madame la Présidente, je viens de Cariboo—Chilcotin, région spectaculaire dont les paysages n'ont d'égal que le caractère emporté de ses habitants chaleureux et à la langue bien pendue. Ils seraient les premiers à vous dire qu'ils sont Canadiens d'abord et citoyens de Colombie-Britannique ensuite.

Ces derniers mois, ces fiers Canadiens de Cariboo sont venus en grand nombre me faire part de leurs inquiétudes; certains m'ont écrit, d'autres m'ont abordé dans la rue et d'autres encore se sont arrêtés à mon bureau. Tout dernièrement, j'ai eu l'occasion d'assister et de participer à quatre réunions organisées dans différentes localités.